

Concours : ENH COMPLÉMENTAIRE 2018

Epreuve : DROIT CIVIL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



"Entre le fort et le faible, le riche et le pauvre, le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit". Cette célèbre formule de la condaine, illustrant généralement le seul de la théorie de l'autonomie de la volonté, peut parfaitement s'appliquer au mécanisme particulier de la prescription civile extinctive, en ce que la loi permet, sous des conditions strictes, l'extinction d'un droit valablement acquis mais non exécuté.

La prescription extinctive constitue en effet un mode d'extinction d'un droit par l'écoulement du temps, sans satisfaction du créancier. Elle peut, de ce point de vue, être rapprochée de la remise de dette, constituant également une libération du débiteur au dehors de toute satisfaction du créancier. Elle se distingue par contre des autres mécanismes d'extinction des obligations, qui réalisent en partie ou entièrement la satisfaction du créancier, tels que la novation, la compensation ou la confusion.

L'ordonnance du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations n'a apporté aucun changement au régime de la prescription civile. La matière avait déjà été fortement impactée par une loi importante du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription.

en matière civile - Cette réforme, tout en unifiant le régime juridique de la prescription a maintenu une notion duale de la prescription, à savoir, l'existence aux côtés de la prescription extinctive, d'une prescription acquisitive permettant d'acquiescer un bien ou un droit en matière mobilière et immobilière par l'effet de la possession durant un certain temps - Seule la prescription extinctive sera ici envisagée et si les mêmes mécanismes de calcul des délais de prescription peuvent être envisagés, les problématiques soulevées par l'extinction du droit à raison de l'écoulement du temps sont plus spécifiques -

En effet, la prescription extinctive se heurte à la sécurité juridique et à la force obligatoire des contrats commandant que les droits d'un contrat régulièrement conclu puissent toujours être réclames par le créancier - Néanmoins, l'avis nécessaire au maintien d'une paix sociale a pu justifier une atteinte à la force obligatoire des contrats afin que les droits ne puissent être indéfiniment réclames - De sorte la prescription extinctive se dissimule peut-être aussi l'idée de sanction à l'encontre de celui qui n'a pas recherché l'exécution de ses droits, ni entrepris aucune démarche à cette fin durant un certain temps -

L'enjeu de la prescription extinctive en droit civil consiste donc au regard des effets radicaux qu'elle produit - à savoir l'extinction d'un droit non satisfait - d'insérer sa mise en œuvre dans une computation stricte des délais, préservant les droits du créancier tout en garantissant la tranquillité du débiteur -

Or, il ressort de la réforme opérée par la loi du 17 juin 2008, non seulement que la mise en œuvre des délais de prescription demeure encore incertaine (I), mais que les effets sont également largement dépendants de la volonté des parties (II), de sorte que la harmonisation souhaitée peut parfois être regrettée -

I - UNE MISE EN ŒUVRE DES DELAIS DE PRESCRIPTION INCERTAINE

Si la réforme de 2008 a poursuivi son objectif d'unification des délais de prescription, l'incertitude demeure en raison, d'une part, du caractère relatif de cette unification (A) et d'autre part en raison du point de départ variable de la prescription (B) -

A) UNE RELATIVE UNIFICATION DES DELAIS DE PRESCRIPTION -

La loi du 17 juin 2008 a introduit un délai de droit commun de cinq ans pour toutes les actions personnelles ou mobilières. Elle a donc mis fin à la diversité des délais antérieurs, prévoyant notamment une prescription trentenaire et de nombreux délais plus courts -

Le faisant, mais sans le dire explicitement, elle a mis fin à l'intervention de prescription, permettant de substituer au délai de trente ans un délai plus court lorsque le débiteur reconnaissait la dette et s'engageait à l'acquitter. La jurisprudence a confirmé le second effet de la loi du 17 juin 2008 en refusant d'admettre l'intervention de prescription (Doc 6) -

La loi du 17 juin 2008, publiée le 19 juin 2008, a prévu en son article 26 ses modalités d'application aux prescriptions de cours en cours.

Ainsi, les dispositions relatives à la durée d'une prescription s'appliquent si le délai de la prescription n'est pas expiré au lendemain de sa publication, date de son entrée en vigueur. Tandis que les dispositions relatives à la durée d'une prescription s'appliquent immédiatement aux prescriptions de cours. Enfin, la loi ne s'appliquait pas aux instances en cours au jour de son entrée en vigueur. Ainsi, par exemple, pour une action en impossibilité d'exercer un acte introduite en 2012 et dont la prescription démarrait en 2004, le nouveau délai de 5 ans de

substituant à la prescription trentenaire, ne commençait pas rétroactivement à courir au 1^{er} août 1900, mais à compter de l'entrée en vigueur de la loi, soit au 1^{er} août 1908, de sorte qu'au 1^{er} août 1902, l'action n'était pas prescrite (Doc 3) -

Le 1^{er} étant, la loi du 17 juin 1908 a laissé subsister de nombreux délais spéciaux ou de nombreuses exceptions à la prescription de droit commun -

Ainsi, par exemple, au titre de l'article 2226 du Code civil, l'action en responsabilité civile en cas de dommage corporel se prescrit par dix ans - En vertu de l'article 2227, le droit de propriété est imprescriptible et les actions réelles immobilières se prescrivent par trente ans -

De ce fait, le délai de droit commun et les délais particuliers seant parfois, à coïncider entre eux et peuvent conduire à des solutions peu cohérentes -

Il a ainsi été jugé que bien que l'exécution d'un jugement puisse être poursuivie durant dix ans, en vertu de l'article 2224 du Code civil instituant la prescription de droit commun de cinq ans, les annuités échues, dues au titre de la somme payable à termes périodiques - en vertu du jugement, ne peuvent être obtenues que sur cinq ans - (Doc 4) -

Le délai de prescription applicable, bien que clarifié, demeure donc encore variable - Il peut l'être d'autant plus que son point de départ est également dit "fluctuant" -

B) UN POINT DE DÉPART DU DÉLAI VARIABLE

La prescription se décompte en jours, son premier jour, le "dies a quo" ne s'impute pas dans son délai, tandis que le dernier jour, le "dies ad quem" est comptabilisé -

Néanmoins, déterminer précisément le dies a quo constitue une étape importante, car son

Concours : ENM COMPLÉMENTAIRE 2018

Epreuve : DROIT CIVIL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



report est susceptible d'allonger considérablement la durée du délai de prescription -

Par souci de sécurité pour le créancier, le délai de prescription court "à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer", au titre de l'article 2224 du Code civil.

Ainsi, le délai ne court qu'à compter de la naissance de l'obligation ou de la connaissance de cette obligation par le créancier. Il apparaît donc, dans la pratique, au débiteur de s'assurer de la connaissance du fait déclenchant l'obligation, s'il ne veut pas se voir opposer une absence de fin de la prescription -

Ainsi dans le cadre d'un prêt avec hypothèque, la connaissance par le prêteur du décès du dernier co-emprunteur est nécessaire et il a été jugé que l'identité des débiteurs de l'obligation de remboursement suite à ce décès devait également être connue du créancier (Cass 2) - Cette connaissance "étendue" des faits permettant au créancier d'exercer son droit est nécessaire à la préservation de ses intérêts mais a pour effet de reporter considérablement les effets de la prescription -

Il existe également des points de départ spécifiques introduits par le législateur ou la jurisprudence -

Ainsi, l'action en responsabilité civile au cas de dommage corporel ne se prescrit qu'à

N°

519

compte de la causalisation du dommage -
les actions en nullité pour vices du consentement
connaissent également des points de départ dérogatoires
mais reposant sur la même dimension de protection -
Ainsi, le délai de l'action en nullité pour erreur ne
court qu'à compter du jour où cette erreur a été dé-
couverte - De même, concernant le vice de violence, l'action
ne court et donc ne se prescrit qu'à compter du
jour où la violence a cessé -

Ainsi, les délais de prescription sont fortement
susceptibles de variabilité, tant dans leurs durées qu'
en ce qui concerne leur point de départ.
Les effets de la prescription ont été largement
éclaircis par la loi de 1968. Il en demeure per-
manentes que là aussi, une variabilité est palpable
en raison de la volonté individuelle des parties
cette fois -

II) - DES EFFETS LARGEMENT DÉPENDANTS DE LA VOLONTÉ INDIVIDUELLE

En premier lieu, les parties ont un impact
significatif sur le cours de la prescription - (A)
Il apparaît en second lieu qu'elles le conserveront
concernant l'effet extinctif de la prescription (B) -

A) DES EFFETS INTERRUPtus OU SUSPENDUS PAR L'ACTION DES PARTIES -

La suspension est un événement qui va
arrêter le cours de la prescription, sans pour autant
effacer le délai déjà écoulé -
La prescription peut être suspendue contre celui
qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'
un empêchement résultant de la loi, de la couverture
ou de la force majeure - Ainsi, par exemple,
l'existence de troubles mentaux pourrait

constituer une impossibilité d'agir -

Il existe également des personnes spécifiquement protégées par la loi, dont la situation va empêcher le cours de la prescription - Il en est ainsi notamment des mineurs et majeurs protégés entre eux ou par eux d'un acte civil de solidarité.

Ici, c'est davantage l'inaction des parties ou leur position particulière qui justifient la suspension de la prescription -

des causes d'interruption de la prescription ^{directement} révélaient suffisamment plus l'action des parties -
L'interruption se caractérise par un effacement du délai de prescription déjà écoulé et la mise en œuvre d'un nouveau délai de même durée - (Art 6 et article 2231 du Code civil) -

La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrit constitue une cause d'interruption -

De même, la demande en justice, même en référé, même si elle est portée devant une juridiction incompétente, interromp le délai de prescription -

L'effet interruptif est néanmoins non avéré si le demandeur se désiste, laisse périmer l'instance ou si la demande est rejetée définitivement (art. 2243 du Code civil) - Cette disposition supprimant l'effet interruptif est néanmoins strictement appliquée comme en atteste le refus de la Cour de cassation d'accepter que l'absence d'intérêt à agir du créancier ne puisse faire obstacle à l'interruption née de l'introduction de l'instance - qui n'avait été ni rejetée, ni abandonnée - (Art 5)

En dernier ^{lien} les parties peuvent aménager la durée de la prescription en modifiant d'un commun accord la durée ou en ajoutant des causes conventionnelles de suspension ou d'interruption.

les parties exercent également une influence quant aux effets proprement dits de la prescription -

B) UNE FIN DE NON RECEVOIR NON AUTOMATIQUE -

La prescription, une fois acquise, produit son effet extinctif du droit et constitue donc une fin de non recevoir -

Mais elle doit être invoquée par la partie qui entend s'en prévaloir (car le juge ne peut la relever d'office (article 2247 du Code civil)) -

Par ailleurs, la prescription n'étant pas d'ordre public, une partie peut valablement y renoncer -

La renonciation implique néanmoins que la prescription soit acquise - Elle n'est soumise à aucune forme particulière et peut donc être expresse ou tacite -

Néanmoins, les circonstances d'une renonciation tacite doivent faire apparaître sans équivoque la volonté de ne pas se prévaloir de la prescription -

Il a été jugé récemment que le fait de déposer des conclusions avant d'invoquer la prescription n'établit pas cette manifestation de volonté non équivoque de renoncer à la prescription (Cass 1) -

Ainsi, le jeu de la prescription même une fois celle-ci acquise, est donc susceptible de ne pas opérer, soit que le débiteur ne l'invoque pas en justice, soit qu'il y renonce -

Cette protection, qui joue à la fois pour le créancier et le débiteur, n'est cependant pas opposable aux tiers -

Les derniers, s'ils s'y ont un intérêt, pourront toujours opposer la prescription ou l'invoquer si elle est acquise, même si le débiteur y renonce - des créanciers du débiteur

Concours section : Conc. complémentaire 2nd grade

Epreuve matière : Droit civil

N° Anonymat : A0000000792

Nombre de pages : 12

Concours : ENM COMPLÉMENTAIRE 2018

Epreuve : DROIT CIVIL

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



renonçant à la prescription avant assurément
un intérêt à invoquer cette prescription, dès
lors que la renonciation aura pour effet de créer
ou d'augmenter son insolvabilité -

N°

9/9

N°

.../...